

RCS : COMPIEGNE

Code greffe : 6002

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de COMPIEGNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 01162

Numéro SIREN : 854 098 266

Nom ou dénomination : 16 BAT

Ce dépôt a été enregistré le 05/03/2019 sous le numéro de dépôt 9675

# Greffe du tribunal de commerce de COMPIEGNE



## Acte déposé en annexe du RCS

### Dépôt :

Date de dépôt : 24/09/2019

Numéro de dépôt : 2019/9675

Type d'acte : Liste des souscripteurs

### Déposant :

Nom/dénomination : 16 BAT

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 854 098 266

N° gestion : 2019 B 01162





16 BAT.  
Société par actions simplifiée Capital : 200 euros

Siège Social : 16 rue des Pierres, Bâtiment A,  
Appartement A14 60100 CREIL.

Société par actions simplifiée en cours de formation

LISTE DES SOUSCRIPTEURS D'ACTIONS

Nom et adresse des actionnaires	Nombre d'actions souscrites	Montant total des souscriptions	Montant des versements effectués
Monsieur Ugo AHMED 17 rue du moulin du gué de pont 60300 Senlis	120 actions	120 euros	120 euros
Monsieur Chris TSIKA KABALA 16 rue des pierres 60100 Creil	80 actions	80 euros	80 euros
<b>Total</b>	<b>200 actions</b>	<b>200 euros</b>	<b>200 euros</b>

En conséquence, et conformément aux dispositions légales en vigueur, la somme ci-dessous demeurera bloquée en compte social, le temps de la constitution de ladite société.

Le présent état, qui constate la souscription de 200 (deux-cents) actions de la société 16 BAT, ainsi le versement de la somme de 200 (deux-cents euros) correspondant à la totalité du capital social est certifié exact, sincère et véritable par l'ensemble des associés fondateurs et par le Président.

Fait à Creil,

Le 5 Mars 2019

En Dix exemplaires

Monsieur Ugo AHMED

Monsieur  
Chris TSIKA  
KABALA



# Greffe du tribunal de commerce de COMPIEGNE



## Acte déposé en annexe du RCS

### Dépôt :

Date de dépôt : 24/09/2019

Numéro de dépôt : 2019/9675

Type d'acte : Attestation de dépôt des fonds

### Déposant :

Nom/dénomination : 16 BAT

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 854 098 266

N° gestion : 2019 B 01162





**VINCENNES M&B NOTAIRES**  
*Me Valérie MESNAGER Me Antoine BASSOT*

4 avenue de Paris  
 94300 VINCENNES

01.84.23.74.25  
 etude.mesnager@paris.notaires.fr

**CERTIFICAT DU DEPOSITAIRE DES FONDS**

Etabli conformément aux dispositions de l'article L 225-7 du Code de Commerce

La société dénommée VINCENNES M&B NOTAIRES, société par actions simplifiée, titulaire d'un Office Notarial à VINCENNES (94300) 4 avenue de Paris,

CERTIFIE et ATTESTE :

- Avoir reçu en dépôt la somme de 200.0 (deux cents virgule zéro) euros représentant la totalité des versements effectués par les souscripteurs du capital en numéraire de la société dénommée : 16 BAT, SAS en formation dont le siège social sera situé à 16 Rue Des Pierres Bâtiment A, Appartement 14 60100 Creil FRANCE ; et

- Avoir constaté la concordance entre ces versements et les sommes indiquées comme versées par chaque associé depuis un compte ouvert à leur nom ainsi qu'il résulte de l'attestation d'origine des fonds en date du 11/07/2019.

- Lesdites sommes ont été versées à concurrence de :

- Chris Tsika Kabala la somme de 80.0 euros ;
- Ugo Ahmed la somme de 120.0 euros.

Cette somme restera immobilisée dans les conditions légales et réglementaires. Ce certificat est valable jusqu'au 09/10/2019 et sera caduc par la suite.

Fait à Vincennes

Le

15 JUIL 2019



*Membre d'une association agréée - Le règlement des honoraires par chèque est accepté  
 Tout paiement supérieur à 3.000,00 euros doit être effectué par virement*



# Greffe du tribunal de commerce de COMPIEGNE



## Acte déposé en annexe du RCS

### Dépôt :

Date de dépôt : 24/09/2019

Numéro de dépôt : 2019/9675

Type d'acte : Statuts constitutifs  
Nomination de directeur général  
Nomination de président

### Déposant :

Nom/dénomination : 16 BAT

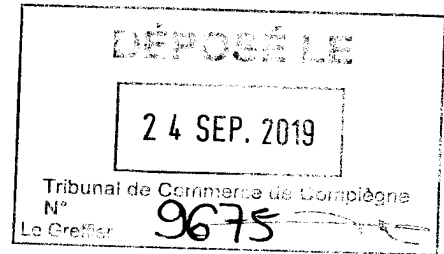
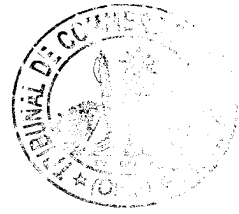
Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 854 098 266

N° gestion : 2019 B 01162



16 BAT  
Société par actions simplifiée  
Au capital social de 200 € euros  
Siège social : 16 rue des Pierres,  
Bâtiment A, Appartement A14  
60100 CREIL



## STATUTS CONSTITUTIFS SAS 16 BAT



**16 BAT**  
**Société par actions simplifiée au capital de 200 euros**  
**Siège Social : 16 rue des PIERRES, Bâtiment A**  
**APPARTEMENT A14**  
**60100 CREIL**  
**En cours d'immatriculation RCS de COMPIÈGNE**

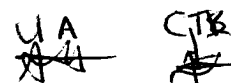
**LES SOUSSIGNÉS :**

**Monsieur Chris TSIKA KABALA**, de nationalité congolaise née le 6 décembre 1999 à Pointe Noire (CONGO), résidant 16 rue des Pierres, Bâtiment A, Appartement A14 à CREIL (60100)

**Monsieur Ugo AHMED**, de nationalité française né le 5 août 2000 à Liévin, résidant 17 rue du moulin du Gué de Pont à SENLIS (60300)

ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société par actions simplifiée qu'ils ont décidé de constituer entre eux.

2

UA      CTB  






# TITRE I ORGANISATION GÉNÉRALE

## CHAPITRE A : FORME – DENOMINATION – OBJET SOCIAL – DUREE - SIEGE SOCIAL

### 1. FORME

La société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions des articles L 227-1 et suivants du Code de Commerce et par les présents statuts (ci-après dénommée la « Société »).

### 2. DENOMINATION

La dénomination sociale est : « **16 BAT** »

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sociale sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "*société par actions simplifiée*" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du lieu et du numéro d'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

### 3. OBJET

La société a pour objet, en France et dans tous pays :

- L'activité d'édition musicale, de production sonore, de conseil et d'assistance aux personnes physiques et morales ou organismes divers en matière d'édition, de production, de planification, d'organisation d'événement, de concerts, soirée, de management, de rapporteur d'affaire, de relations publiques, de communication interne et externe, de publicité et de marketing et soutien au spectacle vivant.

- La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance ;

3

UA  
AS

CTR

- et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales juridiques et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

Pour réaliser cet objet, la société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'ils soient, dès lors qu'ils contribuent ou peuvent contribuer, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités ci-dessus définies ou qu'ils permettent de sauvegarder directement ou indirectement les intérêts de la société, et notamment prendre à bail ou mettre en location toutes entreprises, faire tous apports à toutes sociétés à créer ou existantes, y compris toutes sociétés en participation, prendre des intérêts ou participations dans toutes sociétés, souscrire ou acheter tous titres ou droits sociaux.

#### **4. DURÉE**

---

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée, intervenant dans les conditions de la loi et des présents statuts.

Les décisions de prorogation de la durée de la société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président provoque une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au président du Tribunal de commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

#### **5. SIÈGE SOCIAL**

Le siège social est sis 16 rue des PIERRES, Bâtiment A,  
Appartement A14, 60100 CREIL.

Il peut être transféré en tout autre endroit en France métropolitaine, sur simple décision du président de la Société, qui, à cet effet, est autorisé à modifier les présents statuts.

---

4

UA CTK  
AS



## **CHAPITRE B : CAPITAL SOCIAL-ACTIONS**

### **6. CAPITAL SOCIAL**

Le capital social de la Société est de deux cent euros (2 00€) souscrit et libéré en totalité.

Il est divisé en 200 actions de valeur nominale d'un euros (1,00€) chacune.

### **7. FORMATION DU CAPITAL-LIBÉRATION DES ACTIONS**

#### **7.1 Dépôt des apports en numéraire à la constitution de la Société**

Les fonds correspondants aux apports en numéraire ont été déposés par Qonto, société Olinda SAS, dûment mandatée à cet effet par chacun des associés, sur le compte ouvert au nom de la Société en formation auprès de l'Etude VINCENNES M&B NOTAIRES (Valérie MESNAGER et Antoine BASSOT Notaires) - Notaires à VINCENNES (94300) 4 avenue de Paris, ainsi qu'il résulte du certificat établi par le notaire dépositaire des fonds, sur présentation notamment de l'état des souscriptions mentionnant la somme versée par les associés. L'état des souscriptions joint aux présents statuts est certifié sincère et véritable par le représentant légal de la société.

5

UA  
LTK



*[Handwritten signature]*

## 8. FORME DES ACTIONS – DROITS ATTACHES AUX ACTIONS

Les Actions sont obligatoirement nominatives. Les Actions sont inscrites en compte, conformément à la Loi. Les attestations d'inscription sont valablement signées par le Président ou toute autre personne ayant reçu délégation à cet effet.

La propriété de l'Action entraîne, *ipso facto*, l'approbation par le titulaire des Statuts ainsi que celles des Décisions Collectives des Associés prises selon les règles prévues par la Loi et les Statuts, avant ou après l'acquisition de la propriété des Actions.

Sous réserve des dispositions de la Loi et des Statuts, à chaque Action est attaché un droit de vote.

En plus du droit de vote que les Statuts attachent aux Actions, chacune d'elles donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage <sup>quotité</sup> proportionnelle au nombre et à la valeur nominale des Actions existantes.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs Actions ou autres titres pour exercer un droit quelconque, les Associés font leur affaire personnelle du groupement du nombre d'Actions ou de titres nécessaire.

Les droits et obligations attachés à l'Action suivent celle-ci, dans quelque main qu'elle passe, et le transfert comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir et, le cas échéant, la quote-part des réserves et des provisions auxquelles elles donnent droit.

## 9. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

---

L'associé unique ou les associés ne supportent les pertes qu'a due

6

UA CTK  
~~UA~~ ~~CTK~~



~~UA~~ ~~CTK~~

concurrence de leurs apports respectifs. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. La propriété d'une action emporte de plein droit acceptation des statuts et de leurs éventuelles modifications ultérieures, ainsi que toutes les décisions de l'assemblée générale des associés, les droits et obligations attachés à l'action suivant le titre dans quelque main qu'il passe.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.

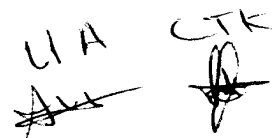
Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propiétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, ils portent leur convention à la connaissance de la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social, la société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée se réunissant après plus d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la Poste faisant foi. Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propiétaire a le droit de participer à toutes les assemblées générales.

Sauf interdiction légale, au cours de l'existence de la société et lors de sa liquidation, il est fait masse entre toutes les actions des exonérations et imputations fiscales ainsi que de toutes taxations susceptibles d'être supportées par la société, avant de procéder à toute répartition ou remboursement, de telle manière que, compte tenu de la valeur nominale et de leur jouissance respectives, les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

~~Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentant d'un associé ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration.~~

7

LIA CTK  


Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

## 10. TRANSFERT ET TRANSMISSION DES TITRES

---

La propriété des titres représentatifs d'une quotité de capital ou permettant à terme d'acquérir une quotité du capital de la Société (les « **Titres** ») résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la Société dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi.

À la demande de tout associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

Le transfert des titres s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « Registre des mouvements de Titres ».

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement sous réserve que le transfert satisfasse aux termes des présents statuts et notamment du présent article 10.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire ; si les Titres ne sont pas entièrement libérées, mention doit être faite de la fraction non libérée.

Les frais de transfert des titres sont à la charge du cessionnaire, sauf convention contraire entre cédant et cessionnaire.

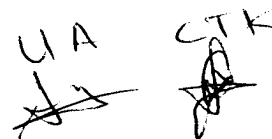
Les titres non libérés des versements exigibles ne sont pas admis au transfert.

## 11. MODIFICATION DU CAPITAL

---

Le capital social peut être augmenté en une ou plusieurs fois par tous les moyens et dans les conditions prévues par la Loi et plus spécialement par les articles L. 225-127 et suivants du Code de commerce.

8

U A      CTK  






Les Associés ont, proportionnellement au nombre de leurs Actions, un droit préférentiel à la souscription des Actions et autres titres émis par la Société. Ce droit peut être supprimé dans les conditions prévues par la Loi. Les Associés peuvent y renoncer à titre individuel ou le céder, toute renonciation au profit d'une personne dénommée ou cession étant soumise aux conditions prévues par les Statuts pour un transfert d'Actions.

Les Associés sont seuls compétents pour décider, par une Décision Collective, l'émission de tous Titres permise par la Loi donnant immédiatement ou à terme accès à une quotité du capital de la Société.

Le capital social peut être réduit ou amorti dans les conditions déterminées par la Loi.

Les Associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, en une ou plusieurs fois, l'émission de toutes ou d'une catégorie de valeurs mobilières, d'en fixer le ou les montants, d'en constater la réalisation, de réaliser toute opération de réduction ou d'amortissement du capital et de procéder à la modification corrélative des Statuts.

## **12. PERTE DE LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL**

---

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de consulter les Associés dans l'une des formes permises par les Statuts, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum des sociétés par actions simplifiées, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Cette procédure est soumise aux dispositions applicables de la Loi et ~~des règlements et particulièrement de l'article L. 225-248 du Code de commerce.~~

9

UHA CTK  




**TITRE II**  
**FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE - ORGANISATION DES**  
**POUVOIRS**

**CHAPITRE C : DIRECTION DE LA SOCIETE – REPRÉSENTATION**

**1. PRÉSIDENT**

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne morale ou physique, associé ou non de la Société. Le Président personne morale est représenté par ses dirigeants sociaux qui sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

**1.1 Désignation**

Le Président de la Société est désigné par décision collective des Associés prise à la majorité des voix dont disposent les Associés présents ou représentés.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

**1.2 Durée des fonctions – rémunération du Président**

Le mandat du Président peut être à durée déterminée ou indéterminée. ~~S'il est à durée déterminée, ce mandat est renouvelable sans limitation.~~

10

LIA CTK  
~~AK~~ ~~AK~~



~~AK~~

Si le mandat est à durée déterminée, celle-ci est fixée par décision prise par la collectivité des associés, en principe lors de la décision nommant le Président.

Le Président sera rémunéré pour l'exercice de son mandat, sauf décision contraire de la collectivité des Associés prise à la majorité des voix dont disposent les Associés présents ou représentés. Dans ce cas, la collectivité des Associés statuant à titre ordinaire fixera les modalités de la rémunération du Président, qui pourra être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

Le Président peut obtenir remboursement sur justificatif des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission pour le compte de la Société.

### **1.3 Cessation des fonctions du Président**



Les fonctions du Président prennent fin soit :

- ↳ par l'arrivée du terme prévu lors de sa nomination ;
- ↳ par la démission, celle-ci ne pouvant être effective qu'à l'expiration d'un préavis de trois (3) mois. Ce délai pourra être réduit avec l'accord de la collectivité des associés statuant conformément aux décisions collectives ;
- ↳ par la révocation à tout moment, adoptée par décision collective prise à la majorité des voix des Associés présents ou représentés,
- ↳ Le Président ne peut être révoqué qu'en cas de faute d'une particulière gravité et caractérisée, causant un préjudice significatif à la Société, et par décision collective prise à la majorité des voix des Associés présents ou représentés. Toute révocation intervenant en violation de la présente stipulation ouvrira droit à une indemnisation du Président.
- ↳ par le décès (dirigeant personne physique) ou la disparition (dirigeant personne morale). Dans ce cas, le Directeur général de la Société assurera l'intérim, le temps nécessaire de convoquer une assemblée ayant pour objet de nommer un nouveau Président en remplacement.

### **1.4 Pouvoirs du Président**

Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et des pouvoirs dévolus à la collectivité des associés.

11

UA CTK  
 





Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte-tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

La collectivité des Associés peut décider de fixer des limitations de pouvoirs du Président, en définissant les actes que celui-ci ne peut passer qu'avec l'accord préalable de la collectivité des associés.

Le Président peut déléguer (i) à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes dans le cadre de délégations de pouvoirs et de signature et (ii) à titre habituel à toute personne de son choix le pouvoir de direction et de représentation de la Société à l'égard des tiers.

## **2. DIRECTEUR GÉNÉRAL**

---

### **2.1 Désignation**

Le cas échéant sur proposition du Président, la collectivité des Associés statuant à titre ordinaire peut nommer un Directeur Général ou plusieurs Directeurs Généraux, personne(s) physique(s) ou morale(s).

Le(s) Directeur(s) Général(aux) devra(ont) être mentionné(s) au Registre du commerce et des sociétés.

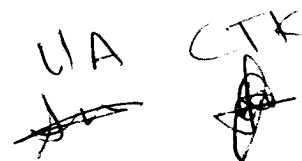
La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général personne physique peut être lié à la Société par un contrat de travail.

---

12

UIA CTK  


## **2.2 Durée des fonctions – rémunération du Directeur Général**

Le mandat du Directeur Général peut être à durée déterminée ou indéterminée. S'il est à durée déterminée, le mandat est renouvelable sans limitation.

Si le mandat est à durée déterminée, celle-ci est fixée par une décision prise par la collectivité des associés, en principe lors de la décision nommant le Directeur Général.

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération dont le montant et les modalités sont fixées par la collectivité des Associés statuant à titre ordinaire. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

Le Directeur Général peut obtenir remboursement sur justificatif des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission pour le compte de la Société.

## **2.3 Cessation des fonctions de Directeur Général**

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit :

- ↳ par l'arrivée du terme prévu lors de la nomination ;
- ↳ par la démission, celle-ci ne pouvant être effective qu'à l'expiration d'un préavis de trois (3) mois. Ce délai pourra être réduit avec l'accord de la collectivité des Associés statuant conformément aux décisions collectives ;
- ↳ par l'impossibilité pour le Directeur Général d'exercer ses fonctions pendant une durée supérieure à six (6) mois ;
- ↳ par le décès (dirigeant personne physique) ou la disparition (dirigeant personne morale).

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment par décision collective prise à la majorité des voix des Associés présents ou représentés, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, cette révocation n'ouvrant droit à aucune indemnisation

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle ~~du Directeur Général personne physique,~~
- mise en sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale,

13

UA CTK  
*[Handwritten signatures]*

La cessation des fonctions du Président ne met pas fin à celles de Directeur Général.

## **2.4 Pouvoirs du Directeur Général**

Le Directeur Général représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et des pouvoirs dévolus aux associés par voie de décision collective.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte-tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président, notamment de délégation et de subdélégation, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Le Directeur Général peut, dans la limite de ses attributions, conférer toute délégation de pouvoirs en vue de la réalisation d'opérations déterminées.

Ces délégations subsistent lorsqu'il vient à cesser ses fonctions à moins que son successeur ne les révoque.

## **Chapitre D : DÉCISIONS COLLECTIVES –FORME ET MODALITÉS**

### **1. DÉCISIONS COLLECTIVES**

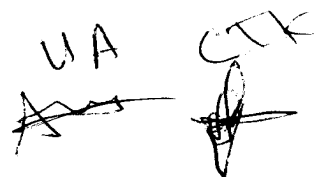
Les décisions collectives des Associés (les "**Décisions Collectives**") obligent les Associés, mêmes absents ou dissidents.

Les Décisions Collectives résultent, au choix de l'auteur de la convocation, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation écrite ou électronique dont le résultat est acté par le Président, soit de la signature par tous les Associés d'un acte unanime sous seing privé.

Lorsqu'une assemblée générale est réunie, elle est présidée par le **Président de la Société** ou, en cas d'absence de celui-ci, par un Associé

choisi par les Associés en début de séance. Lorsque la signature d'un acte unanime est organisée, elle l'est par le Président.

14

UA CTK  


Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les Associés sont appelés par le Président à statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

### **1.1 COMPÉTENCES-MAJORITÉS**

Une décision de la collectivité des associés est nécessaire notamment pour les actes et opérations énumérées ci-dessous :

- (a) toute opération sur le capital, notamment augmentation, réduction ou amortissement ainsi que toute émission de Titres ;
- (b) Toute opération de transformation, de fusion, de scission de la Société ;
- (c) Toute modification des présents statuts, sauf pour refléter le changement de siège social ;
- (d) La nomination et révocation du président ainsi que la fixation (i) de la durée de son mandat et (ii) de sa rémunération ;
- (e) L'octroi du quitus au président ;
- (f) L'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats ;
- (g) L'approbation des conventions visées à l'article L.227-10 du Code de Commerce ;
- (h) Toute distribution faite aux associés, notamment les distributions annuelle de dividendes à l'exception des acomptes sur dividendes qui ressortent des décisions du Président ;
- (i) Nomination des commissaires aux comptes titulaires et suppléants, du liquidateur et, le cas échéant, la fixation de la durée de leur mandat et de leur rémunération ;
- (j) Toute opération en lien avec la liquidation de la Société, notamment sa dissolution, la nomination du liquidateur, l'approbation des comptes de liquidation, la clôture des opérations de liquidation ; et
- (k) Toute autre décision qui, conformément à la loi relève de la compétence exclusive de la collectivité des associés.

### **1.2 QUORUM-MAJORITÉS**

Une Décision Collective ne peut être prise en assemblée, sur première convocation, que si les Associés présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins le quart des Actions ayant le droit de vote. Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation.

15

UA CTK  






L'assemblée statue sur les Décisions Collectives à la majorité des voix dont disposent les Associés présents ou représentés ou votant par correspondance et prenant part au vote, à l'exception des Décisions Collectives devant être adoptées la majorité des deux tiers (2/3) des voix des Associés présents ou représentés par application des présents Statuts et/ou emportant modification des Statuts de la Société.

Par exception, toute décision d'augmentation de capital, en numéraire ou par voie d'incorporation de réserve, nécessitera une décision des Associés adoptée à la majorité des Associés présents ou représentés.

Les Associés prennent collectivement, à l'unanimité, toutes décisions (les "**Décisions Unanimes**") relatives à toute opération qui, du fait de la Loi ou des Statuts, requièrent l'approbation ou le consentement unanime des Associés.

## **2. FORMES ET DÉLAIS DE CONVOCATION**

### **2.1 Initiative**

L'initiative de consulter les Associés sur toute question de leur compétence appartient au Président, ou, à défaut, à un mandataire désigné par le président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs Associés réunissant 10% au moins du capital social.

Le commissaire aux comptes peut convoquer les Associés dans les conditions fixées à l'article R. 225-162 du Code de commerce.

### **2.2 Ordre du jour**

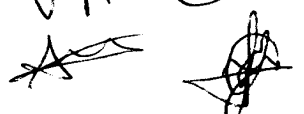
Les Associés délibèrent sur l'ordre du jour fixé par l'auteur de la convocation. Ils peuvent proposer des amendements aux résolutions soumises à leur approbation.

Un ou plusieurs Associés représentant au moins 10 % du capital social peuvent, trois (3) jours au moins avant la date prévue pour une Décision Collective, requérir par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de la Décision Collective de projets de résolutions.

### **2.3 Convocation**

**Forme** - Les convocations et/ou l'envoi des documents auxquels ont droit les Associés (notamment le texte des résolutions

16

UA CTK  


proposées) sont faits par tous moyens de communication écrite ou électronique (notamment lettre, télécopie, courriel, etc....).

En cas de consultation écrite, les Associés peuvent transmettre leur vote au Président par les mêmes moyens.

**Délai** - Le délai entre la date de convocation et la date de réunion de l'assemblée ou de clôture de la consultation est au moins de XX jours ; toutefois, ce délai peut être réduit ou supprimé avec l'accord de tous les Associés, lequel résulte notamment de la participation de tous les Associés à la consultation.

En cas de consultation écrite, tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu

**Destinataire – démembrement d'Actions** - En cas de démembrement d'Actions, la convocation est adressée au nu propriétaire dans tous les cas et, en cas de consultation portant sur des questions sur lesquelles l'usufruitier dispose du droit de vote.

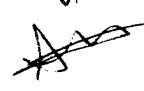

#### **2.4 Commissaire aux comptes**

Le commissaire aux comptes, s'il en a été nommé un, est avisé de la consultation (par convocation d'une assemblée ou consultation écrite) des Associés en vue d'une Décision Collective en même temps que les Associés et selon les mêmes formes.

Dans les cas où il est tenu, en vertu des dispositions légales, de présenter un rapport aux Associés sur les sujets portés à l'ordre du jour de la consultation, ledit rapport doit être établi et mis à la disposition des Associés dans les délais et formes, y compris en cas d'adoption d'une décision Collective par acte sous seing privé unanime. Dans une telle hypothèse, et par dérogation au paragraphe ci-dessus, il est avisé de la consultation dans un délai suffisant pour lui permettre d'établir son rapport.

Il est avisé de l'ordre du jour de la consultation des Associés et reçoit, sur sa demande, l'ensemble des informations destinées aux Associés conformément à la Loi et aux Statuts. Le commissaire aux comptes peut communiquer aux Associés ses observations sur les questions mises à l'ordre du jour ou sur toute question de sa compétence, par écrit en cas de décision par acte unanime.

Le commissaire aux comptes est convoqué à toutes les assemblées.

17  
UA CTK  
 

### 3. DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIÉS

Lors de toute consultation des Associés, chacun d'eux a le droit d'obtenir le texte des résolutions soumises à son approbation ainsi que les documents et informations nécessaires pour lui permettre de porter un jugement informé sur la gestion et la marche des affaires de la Société et de se prononcer en connaissance de cause sur le texte des dites résolutions, et en particulier les rapports du Président et, le cas échéant, du commissaire aux comptes ou de commissaires nommés spécialement à cet effet, dans les cas où la Loi impose leur préparation. Ces documents sont communiqués aux Associés en même temps que la convocation. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou de leur mise à disposition sont, sauf stipulation particulière des Statuts, ceux prévus pour les sociétés anonymes par l'article L. 225-108 du Code de commerce et par les dispositions réglementaires correspondantes dudit Code.

Les Associés ont en outre droit aux informations visées aux articles L. 225-115, L. 225-116 et L. 225-117 du Code de commerce et aux dispositions réglementaires correspondantes dudit Code.

Dans le cas où la consultation des Associés nécessite la présentation d'un rapport du commissaire aux comptes ou de commissaires nommés spécialement à cet effet, le droit de communication du rapport du commissaire aux comptes ou du commissaire nommé spécialement s'exerce dans les délais susvisés.

Dans tous les cas, les informations et documents auxquels les Associés ont droit dans le cadre de leur droit à l'information leur sont communiqués immédiatement sur première demande de leur part.

A toute époque de l'année, un ou plusieurs Associés représentant au moins 5% du capital social a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le Président est tenu de répondre.

### 4. PARTICIPATION AUX DÉCISIONS COLLECTIVES – VOTE

---

Tout Associé a le droit de participer aux Décisions Collectives, quelle que soit leur nature et quel que soit le nombre de ses Actions, avec

18

UA  
CTH



*[Handwritten signature]*

un nombre de voix égal au nombre des Actions qu'il possède, sans limitation, sauf disposition contraire de la Loi ou des Statuts.

Tout Associé peut, à défaut de participer personnellement à toute Décision Collective, donner une procuration à un autre Associé ou au Président.

La procuration de l'Associé doit, pour être prise en compte, être parvenue par tout moyen écrit ou électronique (lettre, télécopie, ou courriel confirmé par courrier) à la Société au plus tard un (1) jour avant la date de tenue de l'assemblée ou de la réunion ou de la consultation.

En cas de démembrement d'Actions, le nu-proprétaire dispose seul du droit de vote pour les décisions suivantes :

1. la nomination, la révocation, la rémunération du Président ;
2. la nomination, la révocation, la rémunération du Directeur Général ;
3. la nomination des commissaires aux comptes ;
4. l'approbation des conventions réglementées dans les conditions stipulées au Chapitre F ;
5. l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, ainsi que toutes émissions de titres donnant, immédiatement ou à terme, accès au capital de la Société ; et
6. toute modification des Statuts.

Le droit de vote emporte pour le nu-proprétaire le droit (i) de recevoir un pouvoir pour représenter un autre Associé, (ii) celui de proposer des amendements et de requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions, (iii) de signer tous acte unanime ou procès-verbal en tant qu'Associé et (iv) plus généralement, de bénéficier de l'ensemble des droits attribués aux Associés aux termes du présent Chapitre G (y compris le droit d'être convoqué et le droit de recevoir les informations relatives à toutes Décisions Collectives), sauf disposition légale impérative contraire.

Pour l'approbation des comptes et l'affectation des résultats dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice, l'usufruitier dispose seul du droit de vote. En outre, le nu-proprétaire a, en sa qualité d'Associé, le droit de participer à toutes les Décisions Collectives, y compris celles portant sur les décisions sur lesquelles l'usufruitier

---

dispose seul du droit de vote, et de prendre part aux débats.

Les usufruitiers et les nus propriétaires sont liés par les dispositions des présents Statuts relatives aux droits et obligations des Associés.

19

UA CTK  
~~AA~~ ~~AK~~

## 5. PROCÈS-VERBAUX ET REGISTRE DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Le procès-verbal des délibérations de l'assemblée, établi par le président de l'assemblée, indique la date, l'heure et le lieu de réunion, l'ordre du jour, l'identité de la personne président l'assemblée, le nom des Associés participants, la liste des documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. Il est également établi une feuille de présence signée par chaque Associé participant et par le président de l'assemblée.

La consultation écrite est mentionnée dans un procès-verbal établi par le Président, sur lequel est portée la réponse de chaque Associé.

Ledit procès-verbal indique la date et l'ordre du jour la consultation écrite, le nom des Associés y ayant participé, la liste des documents et rapports communiqués, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. Par ailleurs, les supports matériels de la réponse des associés, quand ils existent, sont annexés audit procès-verbal.

Les Associés peuvent être consultés par le biais d'un acte sous seing privé qui est établi par le Président en un exemplaire original et comportant le texte de la ou des décisions, sa date, la liste des documents ou rapports présentés préalablement aux Associés, l'identité de tous les Associés et la signature de chacun d'entre eux ou de son représentant. Il est entendu qu'une Décision Collective ne sera réputée adoptée que si l'acte sous seing privé a été signé par chaque Associé ou son représentant, soit l'unanimité des Associés. L'unanimité peut également résulter de plusieurs exemplaires originaux d'un tel acte, signés séparément par chacun des Associés ou par leur représentant et adressés à la Société.

Les procès-verbaux des Décisions Collectives des Associés sont conservés dans un registre spécial, tenu au siège social. Le texte des résolutions présentées au vote des Associés, les documents et rapports présentés aux Associés préalablement à leur vote, les feuilles de présence, les pouvoirs ou procurations délivrés par les Associés ainsi, le cas échéant, que les votes exprimés par écrit sont conservés avec ce registre.

20  
MA CTK  
~~AK~~ ~~AK~~



Les procès-verbaux des Décisions Collectives d'Associés sont signés par le président de l'assemblée et, dans le cas de l'acte sous seing privé, par l'ensemble des Associés. Ils font foi jusqu'à preuve contraire.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des Décisions Collectives et des Statuts, à produire en justice ou ailleurs, sont valablement certifiés par le Président.

## **CHAPITRE E : EXERCICE SOCIAL - RESULTATS SOCIAUX – DIVIDENDES**

### **1. EXERCICE SOCIAL**

---

L'exercice social commence le 1er janvier de chaque année et se termine le 31 décembre suivant. Par exception le premier exercice social commencera le jour de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés et sera clôturé le 31 décembre 2020.

#### **1.1 BÉNÉFICES – RÉSERVE LÉGALE**

Sur le bénéfice de l'exercice social, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est obligatoirement fait un prélèvement d'au moins 5% affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale atteint le dixième du capital social.



Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu à l'alinéa précédent, et augmenté du report bénéficiaire.

#### **1.2 DIVIDENDES**

##### **Affectation des bénéfices – Réserves**

S'il résulte des comptes de l'exercice, tels qu'approuvés par les Associés, l'existence d'un bénéfice distribuable, les Associés décident après apurement des pertes le cas échéant de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserve dont ils règlent l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer sous forme de dividendes.

Après avoir constaté l'existence de réserves dont ils ont la disposition, les Associés peuvent décider, dans les conditions prévues par les Statuts, la distribution de sommes prélevées sur ces

21  
UA CTK  
 

réserves. Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés en priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

### **Mise en paiement des dividendes**

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par les Associés ou, à défaut, par le Président.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice.

### **Paiement du dividende en Actions**

Les Associés statuant sur les comptes de l'exercice peuvent accorder aux Associés, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en Actions.

L'offre de paiement en Actions, le prix et les conditions d'émission des Actions ainsi que la demande de paiement en Actions et les conditions de réalisation de l'augmentation de capital sont régis par la Loi et les règlements.

### **1.3 Acomptes**

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié conforme par le ou les commissaires aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite, s'il y a lieu, des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la Loi ou des présents Statuts et, compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, une Décision Collective des Associés peut décider de distribuer des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice ainsi que d'en fixer le montant et la date de répartition. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice défini a

## **CHAPITRE 9 - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

### **1. DISSOLUTION ANTICIPÉE**

Les Associés peuvent, aux conditions prévues par les Statuts pour une décision de cette nature, prononcer à toute époque la dissolution anticipée de la Société.

22  
CIA CTF  
